



Conseil de sécurité de l'ONU

Briefing sur le Soudan

New York, le 7 mars 2024

Déclaration de la Suisse

Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

Je voudrais, comme mes collègues, remercier le Secrétaire général de son exposé, mais aussi tout le personnel des Nations Unies sur place et aussi la Mission qui est en train de se retirer. Je salue également la présence et les efforts de l'Envoyé spécial Lamamra.

Près d'un an après le début du conflit, les pertes, les destructions, les souffrances et les traumatismes sont tels que le Soudan est menacé dans sa propre existence. Alors que les combats continuent de faire rage sans aucun signe de désescalade, les cris du peuple soudanais sont étouffés dans un conflit qui semble avoir sombré dans le « brouillard de l'amnésie mondiale », comme l'évoquait le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk.

Compte tenu de l'urgence d'agir, j'aimerais réitérer trois priorités :

Premièrement, protéger les civils. Chaque jour, nous recevons des rapports indicibles faisant état de violations du droit international humanitaire et de violations et abus des droits humains. Des témoignages horribles indiquent que depuis le début du conflit le champ de bataille a été élargi de manière abjecte aux corps des femmes. L'ethnicité est devenue à nouveau une question de vie ou de mort. Nombre de ces actes pourraient constituer des crimes de guerre et d'autres crimes graves au regard du droit international. Des crimes qui se déroulent dans un contexte d'impunité quasi-totale et d'absence de reddition de comptes. À cela s'ajoute une interruption des télécommunications depuis des semaines, ce qui signifie que d'autres atrocités passent inaperçues. Nous réitérons notre appel urgent aux SAF et aux RSF de cesser immédiatement les hostilités, de respecter leurs obligations en vertu du droit international et de protéger les civils. Nous les exhortons également à coopérer avec les mécanismes des droits humains, y compris la mission indépendante d'enquête, afin d'obtenir justice pour les victimes.

Deuxièmement, améliorer la situation humanitaire. Les chiffres décrivant la situation catastrophique sont connus. Je me réfère également à la déclaration conjointe lue par le Guyana au nom de nos deux délégations concernant la détérioration rapide de la sécurité alimentaire. Pourtant, le plan de réponse humanitaire n'est financé à ce stade qu'à hauteur de 4 pour cent. Tout indique que la situation va continuer à se dégrader et que les besoins humanitaires ne

cesseront d'augmenter. La décision des autorités soudanaises en février de révoquer l'autorisation de l'aide humanitaire transfrontalière du Tchad n'a fait qu'exacerber les besoins. Nous saluons donc l'annonce faite cette semaine par les autorités soudanaises de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire en provenance du Tchad et du Soudan du Sud ainsi que par le biais de vols humanitaires, et nous insistons pour qu'elle soit rapidement mise en œuvre. L'acheminement transfrontalier reste essentiel pour atteindre un plus grand nombre de personnes. Nous continuons à demander aux parties d'autoriser et de faciliter un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave à travers les frontières et les lignes de front, et aux autorités soudanaises de réduire les obstacles bureaucratiques et administratifs. De plus, nous appelons au respect et à la protection du personnel humanitaire, y inclus les organisations et volontaires locaux qui font preuve d'une résilience exceptionnelle.

Troisièmement, une solution négociée et durable à ce conflit. Peu de signes indiquent que les parties mettent en place des mesures pour arrêter la violence. Nous réitérons donc l'appel urgent à un retour aux négociations de cessez-le-feu et à un processus politique crédible et inclusif. Dans ce cadre, nous saluons les efforts des actrices et acteurs civils pour rassembler des voix diverses afin de fixer des objectifs communs pour l'avenir du pays. En outre, le temps presse de rendre complémentaires les initiatives diplomatiques des acteurs régionaux et internationaux pour œuvrer à une solution pacifique. Des initiatives que nous continuons à soutenir. Ceux d'entre eux qui ont une influence sur les parties en conflit devraient jouer un rôle significatif pour les ramener à la table. Nous soutenons pleinement l'Envoyé personnel dans ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif.

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons pas rester silencieux face à une telle catastrophe humaine. Ce Conseil doit assumer sa responsabilité de protéger la population soudanaise qui souhaite désespérément vivre en paix. Je rappelle encore une fois les remarques de Mayada Adil, la dernière représentante de la société civile ayant informé le Conseil, nous demandant de prendre des mesures urgentes au nom de la population soudanaise. À l'approche du Ramadan, et en faisant écho à l'appel lancé aujourd'hui par le Secrétaire général, nous espérons que ce Conseil pourra envoyer un signal fort aux parties en adoptant une résolution qui demande une cessation immédiate des hostilités.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr. President,

Like my colleagues, I would like to thank the Secretary-General for his briefing, but also all the United Nations staff on the ground and the Mission, which is in the process of withdrawing. I also welcome the presence and efforts of Special Envoy Lamamra.

Almost one year since the outbreak of the conflict, there is so much loss, destruction, suffering and trauma that Sudan is threatened in its very existence. As the fighting continues to rage

without any sign of de-escalation, the cries of the Sudanese people are suffocated in a conflict that seems to have sunk into the "fog of global amnesia", as the High Commissioner for Human Rights, Volker Türk, put it.

Given the urgent need for action, I would like to reiterate three priorities:

First, protecting civilians. Every day we receive unspeakable reports of violations of international humanitarian law and violations and abuses of human rights. Horrifying accounts indicate that since the beginning of the conflict, women's bodies have been a despicable part of the battlefield. Ethnicity has once again become a matter of life and death. Many of these acts may constitute war crimes and other serious crimes under international law. Crimes that are taking place in a context of almost total impunity and lack of accountability. Moreover, telecommunications have been interrupted for weeks, which means that further atrocities are going unnoticed. We reiterate our urgent call on the SAF and the RSF to cease hostilities immediately, to respect their obligations under international law and to protect civilians. We also urge them to cooperate with human rights mechanisms, including the independent fact-finding mission, to obtain justice for the victims.

Second, improving the humanitarian situation. The figures describing the catastrophic situation are well known. I also refer to the joint statement delivered by Guyana on behalf of our two delegations on the rapidly deteriorating food security situation. At this stage, however, only 4% of the humanitarian response plan has been funded. Everything indicates that the situation will worsen further and that humanitarian needs will continue to increase. The decision by the Sudanese authorities in February to revoke the authorisation of cross-border humanitarian aid from Chad has only exacerbated the situation. We therefore *welcome / note* this week's announcement by the Sudanese authorities to facilitate the delivery of humanitarian aid from Chad and South Sudan as well as through humanitarian flights, and we urge that this be implemented swiftly. Cross-border delivery remains essential to reach more people. We continue to call on the parties to allow and facilitate safe, rapid and unhindered humanitarian access across borders and frontlines, and on the Sudanese authorities to reduce bureaucratic and administrative impediments. Moreover, we call for the respect and protection of humanitarian personnel, including local organisations and volunteers who are demonstrating exceptional resilience.

Third, a negotiated and lasting solution to the conflict. There are few signs that the parties are taking measures to stop the violence. We therefore reiterate the urgent call for a resumption of ceasefire negotiations and a credible and inclusive political process. In this respect, we welcome the efforts of civil actors to bring together diverse voices to develop common objectives for the future of the country. Time is running out to ensure complementarity between the diplomatic initiatives of regional and international actors in working towards a peaceful solution. Initiatives that we continue to support. Those who have influence over the parties to the conflict should play a significant role in bringing them back to the table. We fully support the UN Personal Envoy in his efforts to facilitate the achievement of this objective.

Mr. President,

We cannot remain silent in the face of such a human tragedy. This Council must assume its responsibility to protect the Sudanese people who desperately want to live in peace. I recall once again the remarks of Mayada Adil, the last civil society representative to brief the Council,

who called on us to take urgent action on behalf of the people of Sudan. As Ramadan approaches, and echoing the Secretary-General's call today, we hope that this Council can send a strong signal to the parties by adopting a resolution calling for an immediate cessation of hostilities.

I thank you.